New York en septembre 1990, et soulignant la nécessité de mettre en oeuvre leurs dispositions,

Notant les travaux accomplis par le Comité des droits de l'enfant sur l'élaboration d'un avant-projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant touchant la situation des enfants impliqués dans des conflits armés²⁰⁹,

Prenant acte du rapport du Comité des droits de l'enfant à sa cinquième session²¹⁰, tenue à Genève du 10 au 28 janvier 1994,

Rappelant la résolution 1994/94 de la Commission des droits de l'homme, en date du 9 mars 1994²²,

Sachant que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est réunie à Vienne en juin 1993, soutient sans réserve l'étude proposée, comme il est indiqué au paragraphe 50 de la section II de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne⁵,

Constatant avec une profonde préoccupation que, dans de nombreuses régions du monde, la situation des enfants continue de s'aggraver en raison des conflits armés, et convaincue de la nécessité de prendre immédiatement des mesures,

Convaincue que les enfants touchés par les conflits armés ont besoin d'une protection spéciale de la part de la communauté internationale et que tous les États doivent s'employer à améliorer leur sort,

Consciente de l'importance des efforts que déploient, dans ce domaine, des organes et organismes des Nations Unies ainsi que d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales,

Rappelant sa résolution 48/157 du 20 décembre 1993,

1. *Se déclare profondément préoccupée* de la situation tragique dans laquelle se trouvent les enfants de nombreuses régions du monde du fait de conflits armés;

2. *Demande* aux États de respecter pleinement les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 et des Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant, ainsi que celles de la Convention relative aux droits de l'enfant, en vertu desquelles les enfants touchés par un conflit armé doivent bénéficier d'une protection et de soins spéciaux;

3. *Estime* que, dans les situations de conflit armé, ainsi que pendant la période suivant immédiatement la fin du conflit, les enfants ont droit à une nutrition, à des soins médicaux et à un hébergement convenables;

4. *Estime également* qu'en pareilles circonstances, les femmes enceintes ont droit aux mêmes soins et à la même protection;

5. *Prie* les États Membres et les organismes des Nations Unies de prendre, dans le cadre de leurs mandats respectifs, les mesures voulues pour faciliter, dans les situations de conflit armé ainsi que pendant la période suivant immédiatement la fin du conflit, l'octroi d'une assistance et de secours humanitaires aux enfants ainsi que l'accès des organisations humanitaires aux enfants;

6. *Prend acte* de la note du Secrétaire général, en date du 20 septembre 1994, sur les mesures concrètes qui ont été prises pour améliorer le sort des enfants touchés par les conflits armés¹⁰⁶,

7. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte des mesures concrètes qui auront été prises pour améliorer le sort des enfants touchés par les conflits armés, en se fondant sur les renseignements fournis par les États Membres, les organes et organismes des Nations Unies ainsi que les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes;

8. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Comité des droits de l'enfant sur sa cinquième session et des recommandations qu'il contient au sujet de la situation des enfants touchés par les conflits armés²¹¹;

9. *Se félicite* de la nomination d'un expert chargé d'entreprendre une étude approfondie de la question, conformément au mandat défini par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/157;

10. *Prend acte* du rapport intérimaire du Secrétaire général, en date du 4 novembre 1994, sur les travaux de l'expert susvisé¹⁰⁷,

11. *Note* que le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance apportent conjointement leur concours à l'expert;

12. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le Centre pour les droits de l'homme soit doté, dans les limites des ressources existantes, du personnel et des autres ressources dont il a besoin pour aider l'expert à accomplir efficacement son mandat;

13. *Engage* les États Membres et les organes et organismes des Nations Unies, ainsi que les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, y compris le Comité des droits de l'enfant, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation mondiale de la santé et le Comité international de la Croix-Rouge, à participer à l'étude visée au paragraphe 9 de la présente résolution;

14. *Invite* la Commission des droits de l'homme à examiner l'étude à sa cinquante et unième session;

15. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'étude à sa cinquantième session;

16. *Décide* d'examiner cette question à sa cinquantième session au titre de la question intitulée "Promotion et protection des droits des enfants".

94^e séance plénière
23 décembre 1994

49/210. Nécessité d'adopter, sur le plan international, des mesures efficaces pour prévenir la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants et éliminer ces pratiques

L'Assemblée générale,

Réaffirmant la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993⁵, qui demandent que des mesures effectives soient prises pour lutter contre l'infanticide des filles, l'emploi des enfants à des travaux dangereux, la vente d'enfants et d'organes d'enfants, la prostitution des enfants, la pornographie impliquant des enfants et autres formes de sévices sexuels,

Rappelant la Convention relative aux droits de l'enfant, qu'elle a adoptée par sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989,

Rappelant également la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant¹³ et le Plan d'action pour l'application de la Déclaration mondiale en faveur de

²⁰⁹ E/CN.4/1994/91, annexe.

²¹⁰ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément n° 41 (A/49/41).

²¹¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément n° 41 (A/49/41), chap. I, sect. J.

la survie, de la protection et du développement de l'enfant dans les années 90⁴⁵, adoptés par le Sommet mondial pour les enfants, à New York en septembre 1990,

Ayant à l'esprit la résolution 1992/74 de la Commission des droits de l'homme, en date du 5 mars 1992³⁰, par laquelle la Commission a adopté le Programme d'action pour la prévention de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants,

Rappelant sa résolution 48/156 du 20 décembre 1993,

Rappelant également la résolution 1994/90 de la Commission des droits de l'homme, en date du 9 mars 1994³²,

Appréciant les efforts considérables déployés dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Comité des droits de l'enfant et le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier les questions de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants,

Profondément préoccupée par la persistance de l'exploitation d'enfants à des fins de prostitution, ainsi que de la violence sexuelle et d'autres pratiques, qui constituent bien souvent aussi une exploitation de la main-d'oeuvre enfantine,

Profondément affligée par la persistance des ventes d'enfants et des pratiques connexes, qui peuvent donner lieu à des disparitions, adoptions illégales, abandons, rapt et enlèvements d'enfants à des fins commerciales,

Tenant compte des différents facteurs qui contribuent à l'adoption de ces pratiques et les perpétuent, notamment la pauvreté, le chômage, la faim, les catastrophes naturelles, l'intolérance, l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine et les conflits armés, ainsi que de leurs incidences préjudiciables sur les droits de l'enfant,

Considérant qu'il existe un marché qui encourage l'accroissement de ces pratiques criminelles contre des enfants,

Tenant compte du fait que le Rapporteur spécial doit pouvoir compter sur la coopération des gouvernements et être informé de ces questions,

Considérant qu'il est indispensable de redoubler d'efforts, aux niveaux national et international, pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant partout dans le monde,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport provisoire du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants²¹²;

2. *Se déclare gravement préoccupée* par l'accroissement alarmant des violations des droits de l'enfant dans le monde entier, en particulier par le nombre croissant d'incidents se rapportant à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants et à la pornographie impliquant des enfants;

3. *Prie instamment* les gouvernements de continuer à chercher des solutions ainsi que les moyens de renforcer la coopération internationale pour lutter contre ces pratiques contre nature;

4. *Appuie* les travaux du Rapporteur spécial qui a été chargé par la Commission des droits de l'homme d'examiner, partout dans le monde, la question de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants, et prie celui-ci de continuer à s'acquitter au mieux de son mandat;

5. *Prie instamment* tous les gouvernements de collaborer avec le Rapporteur spécial et de l'aider en lui communiquant toutes les informations qu'il demande;

6. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties à la Convention relative aux droits de l'enfant, et demande aux États parties à la Convention de prendre les mesures voulues pour en appliquer les dispositions à l'échelle nationale;

7. *Note* que la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1994/90 du 9 mars 1994³², a créé un groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer, à titre prioritaire et en collaboration étroite avec le Rapporteur spécial et le Comité des droits de l'enfant, les grandes lignes d'un éventuel projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, ainsi que les mesures indispensables pour prévenir et abolir ces pratiques contre nature;

8. *Prie* le Secrétaire général de communiquer le rapport du groupe de travail aux gouvernements, au Rapporteur spécial et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées;

9. *Invite* le Rapporteur spécial à continuer de prêter attention, dans le cadre de son mandat, aux facteurs économiques, sociaux, juridiques et culturels qui influent sur les phénomènes considérés;

10. *Prie* le Rapporteur spécial de lui présenter un rapport provisoire à sa cinquantième session;

11. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat soit doté, dans les limites des ressources disponibles, du personnel et des autres ressources dont il a besoin pour aider le Rapporteur spécial et le groupe de travail à s'acquitter efficacement de leurs mandats;

12. *Décide* d'examiner cette question à sa cinquantième session, au titre de la question intitulée "Promotion et protection des droits des enfants".

94^e séance plénière
23 décembre 1994

49/211. Application de la Convention relative aux droits de l'enfant

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989, par laquelle elle a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant,

Rappelant également sa résolution 47/112 du 16 décembre 1992 et la résolution 1994/91 de la Commission des droits de l'homme, en date du 9 mars 1994³²,

Prenant acte du rapport du Comité des droits de l'enfant sur ses deuxième à cinquième sessions²¹⁰ et de la réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant, tenue à New York le 10 octobre 1994,

Réaffirmant que les droits de l'enfant nécessitent une protection spéciale et exigent une amélioration constante de la situation des enfants dans le monde entier, ainsi que leur épanouissement et leur éducation dans des conditions de paix et de sécurité,

Constatant avec une profonde préoccupation que, dans de nombreuses régions du monde, la situation des enfants demeure critique en raison de conditions sociales et économiques laissant à désirer, de catastrophes naturelles, de conflits armés, de l'exploitation, de l'analphabétisme, de la faim et des infirmités, et convaincue qu'il est urgent de mener une action nationale et internationale efficace,